



Le 13 décembre 2011, dans l'Hérault Sous toutes les formes : refusons l'austérité ! Exigeons une autre répartition des richesses !

Il est inacceptable que l'immense majorité des salariés, retraités et privés d'emploi, soient traités aujourd'hui de tricheurs et de voleurs par le gouvernement. Le Medef et lui sont les seuls responsables de la dette publique, qui n'est pas due à un excès de dépenses mais à un manque de recettes.

C'est à grands coups de cadeaux fiscaux aux plus riches et d'exonérations fiscales et sociales aux plus grandes entreprises que le gouvernement a creusé la dette qu'il compte faire payer aujourd'hui à plus de 80 % par les salariés.

(en milliards d'euros)	HAUT REVENU	SALARIE
Réduction des dépenses de Sécurité sociale		0,7
Anticipation retraite		0,1
Augmentation de 19 à 24 % du prélèvement forfaitaire sur les dividendes et intérêts	0,6	
Majoration exceptionnelle de l'impôt sur les sociétés (2012 et 2013)	Entreprise 1,1	
Augmentation des impôts sur le revenu		1,7
Baisse des aides sociales		0,4
Augmentation TVA de 5,5 à 7 %		1,8
Rappel plan août 2011	0,2	3,0
TOTAL	1,9	7,7

172 milliards d'euros d'exonérations fiscales et sociales et différentes aides aux entreprises en 2010 dont la défiscalisation des heures supplémentaires ;

11,4 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux plus riches depuis 2007 ;

210 milliards d'euros de dividendes versés en 2010 par les entreprises non financières ;

36 milliards de dividendes en 2009 et 40 milliards en 2010 aux actionnaires du CAC 40.

Les effets de cette politique conduisent à une précarisation des salariés, à la montée du chômage, en particulier chez les jeunes, les femmes et les seniors et à une baisse généralisée du pouvoir d'achat des ménages depuis 2007. **L'austérité n'est donc pas la solution mais une spirale infernale qui mène à la récession.**

Pour l'intersyndicale interprofessionnelle de l'Hérault CGT –CFDT – UNSA – FSU - Solidaires, l'augmentation des salaires et des pensions est une urgence sociale pour sortir de la crise :

+ de salaire = + de consommation = + de relance = + d'emplois = + de recettes sociales et fiscales. Les richesses créées dans le travail doivent revenir aux salariés et c'est possible !

Les milliards d'euros en jeu sont des sommes importantes mais ils sont l'addition de dizaines, centaines, milliers d'euros sur lesquels nous pouvons intervenir au quotidien dans chaque entreprise sur l'emploi et les salaires.

Travailler plus pour gagner moins, c'est non !

Le 1er décembre à Toulon, Nicolas Sarkozy semble prendre comme acquis l'acceptation par les salariés des mesures de rigueur imposées puisqu'il leur demande à nouveau des efforts, en indiquant « il vaut mieux travailler plus que de gagner moins ». L'étape du 13 décembre doit s'inscrire dans la construction d'une mobilisation interprofessionnelle à la hauteur des enjeux dès janvier 2012. **Le 13 décembre, les salariés doivent se faire entendre des décideurs CONTRE l'austérité, POUR l'emploi, l'augmentation des salaires, le développement des services publics et une protection sociale répondant aux besoins des populations.**

Le 13 Décembre 2011 – Entre 10H et 14 H

Rassemblement devant la CPAM de Montpellier (29 Cours Gambetta)